

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule C3
320 chemin de Maquens – ZI La Bouriette
CS 70069
11890 Carcassonne Cedex 09

Carcassonne, le 28/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE

LAMBERT IV
Rue Antoine Becquerel - CS 17216
11785 NARBONNE

Référence : UID11/66-C3-2022-395

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2022 dans l'établissement SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE implanté LAMBERT IV Rue Antoine Becquerel - CS 17216 11785 NARBONNE. L'inspection a été annoncée le 01/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE
- LAMBERT IV Rue Antoine Becquerel - CS 17216 11785 NARBONNE
- Code AIOT dans GUN : 0006606318
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le site de Lambert IV exploitée par la société SUEZ RV Méditerranée est une installation de stockage de déchets non dangereux ultimes issus des ménages ou des entreprises de l'Aude et des départements limitrophes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Consignes d'exploitation en vu de prévenir tout départ de feu
- Vérifications périodiques
- Surveillance et détection feu

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 07/07/2022 de l'établissement SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE LAMBERT IV implanté Rue Antoine Becquerel - CS 17216 11785 NARBONNE, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais impartis pour présenter ses observations**, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé de mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Prévention du risque incendie - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018 article : 8.1, délai : 1 mois à compter de la date du rapport d'inspection
- nom : Volume mort destiné à la réserve incendie - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018 article : 5.3.7.2, délai : 1 mois à compter de la date du rapport d'inspection
- nom : Alimentation En Biogaz - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018 article : 8.3.5, délai : 3 mois à compter de la date du rapport d'inspection
- nom : Moyens de lutte contre l'incendie - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018 article : 8.7.3, délai : 1 mois à compter de la date du rapport d'inspection
- nom : Aire Etanche - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018 article : 8.7.6.2, délai : 1 mois à compter de la date du rapport d'inspection
- nom : Mesures prises en cas de detection de dechets radioactifs - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018 article : 8.7.6.3, délai : 1 mois à compter de la date du rapport d'inspection

- Moyens de lutte contre l'incendie
- déclenchement radioactivité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.1	/	Sans objet
Volume mort destiné à la réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 5.3.7.2	/	Sans objet
Alimentation En Biogaz	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.3.5	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.3	/	Sans objet
Aire Etanche	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.6.2	/	Sans objet
Mesures prises en cas de detection de dechets radioactifs	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.6.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
amenagement des acces	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 2.1.4	/	Sans objet
Éloignement du voisinage	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 2.1.6	/	Sans objet
Surveillance du site	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 2.6.1	/	Sans objet
Contrôle Des Acces	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.1.4	/	Sans objet
circulation dans l'Établissement	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.1.5	/	Sans objet
Acces et circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.3.1	/	Sans objet
Plan de sécurité	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.1	/	Sans objet
Entretien Des Moyens D'intervention	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.2	/	Sans objet
Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Quelques constats effectués lors de l'inspection sont susceptibles de suites, et nécessitent des précisions ou compléments préalables de la part de l'exploitant : les abords de la torchère et des moteurs de cogénération ne sont pas suffisamment débroussaillés, il n'est pas possible de connaître le niveau de réserve du bassin de stockage des eaux pluviales, les canalisations biogaz doivent avoir un marquage couleur normalisé, il n'y a pas d'extincteur aux alentours du quai de déchargement des déchets, à proximité de la torchère et la station de cogénération, l'aire de stationnement temporaire pour les déchets radioactifs est insuffisamment signalée et il est demandé de prévenir l'ASN de toute découverte de déchets radioactifs.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : aménagement des acces

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 2.1.4
Thème(s) : Autre, aménagement des acces
Prescription contrôlée : [...] Un accès principal et unique doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel (accès au bassin de lixiviats, accès incendie...). <p>Toutes les issues ouvertes doivent être surveillées et gardées pendant les heures d'exploitation. Elles sont fermées à clef en dehors de ces heures.</p> <p>[...]</p> <p>Les conditions d'accès des véhicules de lutte contre l'incendie et des engins de terrassement sont prises en compte dans l'aménagement de l'installation.</p> <p>L'ensemble du site et de ses abords, lorsqu'ils relèvent de la responsabilité de l'exploitant doit être maintenu propre. Les bâtiments et installations doivent être entretenus en permanence.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage et veille à ce que les véhicules sortant de l'installation ne puissent être à l'origine de dépôt de terre, ni à fortiori de déchets, sur les voies publiques d'accès au site.</p> <p>[...]</p>
Constats : Le site dispose d'un accès principal goudronné et fermé par un portail.
Le site est surveillé et contrôlé par un poste d'accueil fermé par des barrières levantes. D'après le plan fourni par l'exploitant, les véhicules de lutte contre l'incendie peuvent accéder au site depuis l'extérieur par 4 endroits : l'entrée principale, le portail au niveau de l'ancienne décharge Lambert II (piste SDIS) et 2 portails donnant sur l'installation Lambert IV (pistes SDIS). A l'intérieur du site, les véhicules peuvent utiliser un accès secondaire à Lambert IV depuis l'entrée principale en passant aussi par un chemin qui traverse la plateforme bois.
Les abords des bâtiments, routes et des canalisations biogaz sont débroussaillés (environ 1 m autour des canalisations). Lors de l'inspection, il a été constaté des voies de circulation maintenues propres. L'exploitant a indiqué que les déchets envolés étaient régulièrement ramassés par le personnel et par une société extérieure.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Éloignement du voisinage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 2.1.6
Thème(s) : Autre, Éloignement du voisinage
Prescription contrôlée : Par référence aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, la zone à exploiter doit être à plus de 200 mètres de la limite de propriété du site, sauf si l'exploitant apporte des garanties équivalentes en termes d'isolement par rapport aux tiers sous forme de contrats, de conventions ou servitudes couvrant la totalité de la durée de l'exploitation et de la période de suivi trentenaire du site. [...]
Constats : D'après le dossier de demande d'autorisation environnementale fourni par l'exploitant en 2016, une partie de la zone à exploiter est à moins de 200 mètres de la limite de propriété du site (notamment sur la parcelle G231). Cependant, des servitudes d'utilité publique ont été instituées par l'arrêté préfectoral n°2013200-0002 du 27 août 2013 pour l'ensemble des parcelles se trouvant à l'intérieur du périmètre de la bande d'isolement des 200 mètres autour de l'installation de stockage de Lambert IV, durant toute la période d'exploitation de l'installation et durant toute la période de suivi post-exploitation. Selon l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2013200-0002 du 27 août 2013, sur les parcelles ou parties de parcelles incluses dans la bande d'isolement des 200 mètres sont interdits, durant toute la période d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux et toute la période de suivi trentenaire, tous les modes d'occupation ou d'utilisation du sol entraînant une présence autre qu'occasionnelle de personnes non liées à l'exploitation ou au suivi en fin d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 2.6.1
Thème(s) : Autre, Surveillance du site
Prescription contrôlée : [...] L'ISDND est équipé de moyens de télécommunications efficaces avec l'extérieur. Une surveillance des installations, pouvant être confiée en dehors des périodes d'exploitation à une société spécialisée, est assurée en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature des contrôles devant être réalisés. Le personnel amené à intervenir dans ce cadre est familiarisé avec les installations et les risques encourus et reçoit à cet effet une formation spécifique. Il est équipé de moyens de communication pour diffuser l'alerte. Le responsable de l'établissement prend les dispositions nécessaires pour qu'une personne compétente en matière de sécurité puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux à tout moment. [...] Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin.
Constats : Le site est couvert par la téléphonie mobile, il est donc possible de prévenir les secours avec un téléphone portable. Le poste d'accueil dispose d'une ligne téléphonique fixe. L'exploitant explique qu'une personne est toujours d'astreinte, soit le responsable du centre Tony Lo-Pinto, soit une autre personne et qu'une société de gardiennage surveille le site durant les heures non ouvrées. L'installation dispose de plusieurs points de contrôle où les rondiers doivent régulièrement passer. Le document interne « auto diagnostic de prévention incendie » indique qu'il y a un renforcement des rondes durant la période estivale. En cas d'incident, la société de gardiennage prévient la personne d'astreinte qui prévient ensuite les secours. Dans un document fourni par l'exploitant, l'exercice incendie du 11 mai 2021 sur la plateforme bois Ecopole et sur l'ISDND Lambert IV avec le SDIS a permis de vérifier que le personnel est familiarisé avec la procédure d'alerte. Le SDIS a aussi pu connaître le site et utiliser les poteaux incendie.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels. [...] Les abords du site doivent être débroussaillés selon les modalités prévues par l'arrêté préfectoral n° 2014143-0006 du 03/06/2014 relatif au débroussaillage dans l'Aude, de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur l'exploitation.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté 2 détecteurs feux de part et d'autre du quai de déchargement des déchets, détecteurs contrôlés hebdomadairement en période estivale comme l'indique la fiche de contrôle fournie par l'exploitant. Un tas de terre meuble d'environ 200 m ³ se trouve à proximité de l'alvéole exploitée actuellement. L'exploitant indique que cette terre fine sert à recouvrir les déchets ainsi que de moyen d'extinction en cas d'incendie mais que ce type de matériau n'est pas maintenu en permanence en stock et qu'il est fait recours à un matériau plus grossier de type gravier tout venant 0/20. De plus, l'exploitant indique qu'il a acquis un chargeur plus volumineux depuis cette année. Il est demandé de maintenir à proximité de l'alvéole un stock de terre fine afin de servir de matériau d'extinction en cas d'incendie car la terre fine a une meilleure capacité à étouffer un incendie que du gravier 0/20. L'inspection des installations classée a aussi observé que les abords des alvéoles de Lambert IV sont correctement débroussaillés sur une profondeur de 50 mètres. Cependant les abords de la torchère et de l'unité de valorisation du biogaz ne sont pas débroussaillés sur une assez grande distance. Un incendie pourrait se diffuser éventuellement sur le reste du site. Il convient de laisser une bande de 50 m débroussaillée autour de ces 2 installations. L'exploitant a indiqué qu'il renforce la surveillance en période de sécheresse. Ainsi la fréquence de contrôle des détecteurs passe de mensuelle à hebdomadaire et des rondes supplémentaires sont organisées avec la société de gardiennage.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites :

Nom du point de contrôle : Volume mort destiné à la réserve incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 5.3.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Volume mort destiné à la réserve incendie
Prescription contrôlée : [...] Le bassin de stockage des eaux pluviales internes a un volume de 31 500 m ³ dont 5 000 m ³ de volume mort destiné à la réserve incendie et à l'irrigation du site. L'exploitant met en place un dispositif permettant de s'assurer à tout moment du volume de réserve. [...]
Constats : L'inspection des installations classées n'a pas pu identifier le volume contenu dans la réserve incendie. Ce constat avait déjà été établi lors de la visite d'inspection du 9 août 2021. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un dispositif permettant de s'assurer à tout moment du volume de réserve, lisible depuis la clôture (sans devoir rentrer dans le bassin). Le jour de la visite, le bassin semblait à moitié plein mais sans aucune certitude du fait de l'absence de moyen de mesure ou de jauge.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites :

Nom du point de contrôle : Contrôle Des Accés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.1.4
Thème(s) : Autre, Contrôle Des Accés
Prescription contrôlée : L'accès à l'installation de stockage est limité et contrôlé. L'installation de stockage est clôturée par un système en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres. La clôture est positionnée à une distance d'au moins 10 mètres de la zone à exploiter. Les accès au site sont équipés de systèmes qui sont fermés à clef en dehors des heures de travail. [...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection a pu observer une partie du pourtour de l'installation de stockage Lambert IV. Le site est correctement clôturé et les 2 accès pour les services d'incendie et de secours sont fermés. La clôture est positionnée à plus de 10 mètres de la zone à exploiter.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : circulation dans l'Établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.1.5
Thème(s) : Autre, circulation dans l'Établissement
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant est responsable de la circulation à l'intérieur du site. A cet effet, il dresse un plan de circulation remis aux principaux clients et services extérieurs de première intervention. Ce plan est affiché à grande échelle sur un panneau à l'entrée du site. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas libre accès aux installations. Durant les heures d'activité, l'accès aux installations est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit. L'accès à toute zone dangereuse est interdit. Une signalisation appropriée (en contenu et en implantation) indique les dangers et les interdictions d'accès, d'une part sur les voies d'accès et d'autre part sur la clôture. [...]
Constats : Un plan a été remis à l'accueil avant d'entrer sur l'installation. Le plan de circulation permet de rejoindre l'installation Lambert IV. Durant les heures d'activité, l'accès aux installations est contrôlé par le poste d'accueil qui ouvre les barrières aux personnes autorisées. En dehors des heures ouvrées , l'exploitant indique que les barrières restent fermées et le portail à l'entrée est fermé. Les voies de circulation disposent de panneaux indiquant les interdictions d'accès. La signalisation n'a pas été vérifiée sur la clôture. Les voies sont aménagées et entretenues pour permettre aux engins des services d'incendie et de secours d'évoluer sans difficulté.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Acces et circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.3.1
Thème(s) : Autre, Acces et circulation dans l'établissement
<p>Prescription contrôlée : Les voies de circulation et d'accès aux installations à risques sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.</p> <p>Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.</p> <p>L'exploitant convient avec les Services de défense incendie des moyens dont ces derniers préfèrent disposer pour l'ouverture de ces accès extérieurs. [...]</p>
<p>Constats : Les voies sont aménagées et entretenues pour permettre aux engins des services d'incendie et de secours d'évoluer sans difficulté.</p> <p>L'installation Lambert IV dispose de 4 accès distincts : l'accès principal utilisé par les camions, l'accès par la plateforme bois et 2 accès par des chemins entretenus par le SDIS. L'inspection des installations classées a pu constater la présence de tous les accès sauf celui provenant de la plateforme bois.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le SDIS avait l'autorisation de couper les cadenas présent sur les portails afin d'accéder au site. Le poste d'accueil dispose de barrières dégonnables.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Alimentation En Biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Alimentation En Biogaz
<p>Prescription contrôlée : [...] Les canalisations sont, en tant que de besoin, protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées. [...]</p>
<p>Constats : L'inspection des installations classées n'a pas pu différencier les conduites de lixiviats, d'eau et de biogaz. Il est demandé de réaliser un marquage par une couleur normalisée le long de toutes les conduites de biogaz.</p> <p>De plus, certaines canalisations de biogaz étaient à proximité des voies de circulation. Il est nécessaire d'éloigner les canalisations ou au besoin de les protéger des chocs liés au renversement d'un camion par exemple.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites :

Nom du point de contrôle : Plan de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.71
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de sécurité
Prescription contrôlée : L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours (Plan ETARE). Les dispositions de secours de ce plan sont mises à jour régulièrement et au moins annuellement.
Constats : Le plan ETARE fourni lors de la visite avait été fait récemment d'après l'exploitant mais n'était pas daté. Il est demandé de dater les documents afin de pouvoir faire un suivi des mises à jour.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien Des Moyens D'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien Des Moyens D'intervention
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Le registre présenté lors de la visite ainsi que le document « autodiagnostic de prévention incendie » fourni mentionnent une vérification des poteaux incendie le 20/05/2022 et des extincteurs le 07/04/2022.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : [...] Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnement sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. L'établissement doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur relatif au débroussaillage des installations. L'établissement doit disposer également de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après : [...] des extincteurs en nombre et en qualité adapté aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des modules de la plate-forme de valorisation du biogaz, des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets.
Constats : Les engins d'exploitation sont garés sur une zone précise du site sans gêner le passage. L'exploitant a déclaré avoir installé un surpresseur en 2022 afin d'augmenter le débit pour les poteaux incendie. Il prévoit d'obtenir un petit camion avec une citerne de 5 m ³ d'eau afin de pouvoir agir rapidement en cas d'incendie. Les poteaux incendie présent à proximité des alvéoles de Lambert IV sont connectés au bassin EP1 L4. Il existe 2 détecteurs de feux au niveau du quai de déchargement de la plateforme Lambert IV. L'exploitant a fourni un rapport de contrôle hebdomadaire de ces détecteurs. Ces détecteurs n'ayant pas permis la détection du dernier départ de feu, l'exploitant a prévu l'achat de caméras thermiques qui seront positionnées sur les hauteurs de Lambert IV afin de couvrir une zone plus importante, ce qui permettra d'alerter en cas d'incendie. Aucun extincteur n'a été identifié durant la visite, ni à proximité des installations de biogaz (torchère et moteurs), ni au niveau du quai de déchargement des déchets.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites :

Nom du point de contrôle : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.
Constats : L'exploitant a fourni le compte-rendu d'un exercice d'évacuation daté du 15/06/2022. Le personnel a mis en œuvre la procédure pour prévenir les secours et sécuriser et évacuer la zone.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aire Etanche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Aire Etanche
Prescription contrôlée : L'installation est dotée d'une aire étanche de stationnement temporaire des véhicules dont le chargement a déclenché l'alarme décrite à l'article 8.7.6.1. Le véhicule ou, si possible, seulement sa benne est immobilisé tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection n'a pas récupéré le(s) déchets(s) responsable(s) de cette radioactivité anormale. Si elle est nécessaire pour isoler la source, l'opération de déchargement sera réalisée sur une aire étanche afin d'éviter toute contamination. L'exploitant dispose de moyens permettant de matérialiser sur cette aire un périmètre de sécurité avec une signalétique adaptée, établi avec un radiamètre portable, correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5 µSv/h. La benne doit être protégée des intempéries afin d'éviter toute dispersion avant l'intervention de l'équipe spécialisée. Le radiamètre portable doit également fait l'objet d'une vérification annuelle.
Constats : Le portique a l'entrée du site a déclenché le 05/07/22. Lors de la visite d'inspection, la benne radioactive était immobilisée sur une aire étanche goudronnée. La signalétique était composée de quelques plots routiers de signalisation. Une petite affiche était présente. L'aire étanche de stationnement temporaire ne semble pas avoir été définie en fonction des taux de radiations mais de l'emplacement disponible en bord de route et pourrait donc ne pas être suffisamment grande. . De plus, la signalétique n'est pas adaptée. Le risque de radioactivité n'est pas clairement indiqué. Il est nécessaire de prévoir une signalétique indiquant clairement le risque de radioactivité et lisible depuis une distance de sécurité. Il faut aussi prévoir une matérialisation du périmètre de sécurité de manière plus conséquente, soit avec un nombre de plots supérieur, soit avec des barrières de sécurité. Le radiamètre portable présenté lors de la visite à l'inspection comporte une étiquette de vérification à jour.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites :

Nom du point de contrôle : Mesures prises en cas de detection de dechets radioactifs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2018, article 8.7.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures prises en cas de detection de dechets radioactifs
Prescription contrôlée : [...] Toute détection fait l'objet d'une recherche sur l'identité du producteur et d'une information immédiate de l'inspection des installations classées. Le chargement ayant provoqué le déclenchement du dispositif de contrôle de la radioactivité reste sur le site tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection (CMIR, IRSN, organismes agréés par l'ASN) n'est pas intervenue pour séparer le(s) déchet(s) à l'origine de l'anomalie radioactive du reste du chargement. Une fois le(s) déchet(s) incriminé(s) retiré(s) du chargement, le reste du chargement peut poursuivre son circuit de gestion classique après un dernier contrôle. Tant que l'équipe spécialisée en radioprotection n'est pas intervenue, l'exploitant isole le chargement sur l'aire mentionnée à l'article 8.7.6.2 en mettant en place un périmètre de sécurité correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5 µSv/h. [...] La division locale de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) doit être informée de toute découverte de déchets radioactifs.
Constats : L'exploitant informe l'inspection des installations classées que la benne provient d'un camion du Covaldem qui a été chargé à la mairie de Lézignan-Corbières. L'inspection des installations classées a été informée le jour même de la détection. Le chargement ayant provoqué le déclenchement était encore sur le site lors de la visite de l'inspection le 7/07/22. Le chargement était isolé sur une aire. La division locale de l'ASN n'avait pas été informée, lors de l'inspection, l'exploitant a commencé à contacter l'ASN.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites :